



# ANCHA



AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA  
EDITADA POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA, LA **R**ESISTENCIA VENCERA

SEPTEMBRE 1977

N°24

4 ans après le putsch  
fasciste



• UNITE ET LUTTE •

SEULE VOIE

POUR ABATTRE

LE FASCISME

40P 8851



ANCHA - B.P. 59 - CEDEX 13 - PARIS 75623 - FRANCE

## 4 ANS APRES LE PUTSCH FASCISTE

# • UNITE ET LUTTE • SEULE VOIE POUR ABATTRE LE FASCISME

Quatre ans déjà de dictature militaire. Quatre ans se sont passés depuis l'instauration d'un système de terreur et d'oppression, qui a mené notre pays au désastre économique, à la paupérisation et à la surexploitation du peuple au bénéfice de l'oligarchie nationale, et surtout du capital étranger, l'impérialisme nord-américain.

Bien que ces longues années d'obscurantisme et de répression aient été extrêmement difficiles pour notre peuple, celui-ci a su en tirer de précieux enseignements pour sa lutte contre le fascisme. Le peuple chilien ne s'est pas laissé intimider par la brutalité des militaires fascistes, et il les a combattus, dans la clandestinité, par tous les moyens en son pouvoir. Ceci est encore plus net depuis l'année passée, pendant laquelle on a constaté une recrudescence générale des luttes contre la tyrannie. L'envergure de ces luttes a débordé les restrictions imposées par la censure et elles ont été connues aussi bien au niveau national qu'international.

Nous pouvons citer en exemple les innombrables luttes ouvrières dans différents secteurs de la production, les luttes des paysans pour la défense de leurs terres et de leurs conquêtes antérieures, la grève de la faim menée à bien par les femmes membres des familles des prisonniers disparus, les luttes des étudiants contre l'autofinancement et pour le non-paiement des inscriptions, etc...

La junte militaire fasciste a répondu à cette situation par de nouvelles mesures de répression et en renforçant celles existant déjà telles que : l'Etat de Siège, le couvre-feu, et bien d'autres lois d'exception.

Tout ceci n'a pas été un obstacle au développement de la Résistance, qui voyait se multiplier chaque jour les comités clandestins dans tout le pays et grandir le nombre de patriotes décidés à lutter contre le fascisme.

D'autre part, sur le plan international, la dictature militaire s'est vue confrontée à une intense campagne de dénonciations et de condamnations, aussi bien de la part d'organismes internationaux comme l'ONU, l'Organisation des Etats Américains (OEA), que de la part d'organisations mondiales de travailleurs, d'étudiants, de juristes, etc... et par toute l'opinion publique mondiale progressiste.

Cette situation a mis les militaires fascistes en mauvaise posture. De ce fait, les contradictions entre les membres de la junte ont commencé à se manifester plus ouvertement; les secteurs civils réactionnaires qui les soutenaient ont commencé à se dérober discrètement, pour chercher, avec leurs patrons nord-américains, un système de rechange à la dictature militaire.

Ce processus, qui est déjà en marche, correspond aux nouveaux plans de l'impérialisme nord-américain et à sa stratégie vis à vis de notre pays. Les fruits de cette nouvelle politique impérialiste sont les "critiques" du Président Carter à Pinochet du fait du non-respect des droits de l'homme et

la condamnation, à l'OEA, du régime fasciste par le gouvernement nord-américain. Ces "rappels à l'ordre" ont provoqué une série de manœuvres de la part de Pinochet, telles que l'annonce des "nouvelles lignes institutionnelles" et le récent accord pour "dissoudre" sa sinistre police privée, la DINA, pour la remplacer par un soi-disant "Centre National d'Informations"; mais ce changement ne convainc personne, car il s'agit seulement d'un changement de nom pour le même organisme de répression.

L'impérialisme estime que l'étape ouvertement fasciste a atteint son objectif et qu'il est temps de "maquiller" le système, en écartant Pinochet et en installant un régime fascisant dirigé par des civils, avec des militaires à leurs ordres. De cette façon on pense donner une image un peu plus "démocratique" de notre pays.

Mais bien que le gouvernement yankee poursuive ses manœuvres de rechange, il ne cesse d'aider le dictateur Pinochet, économiquement et politiquement. En effet celui-ci a su s'assurer une position de force à l'intérieur des Forces Armées, et il compte sur l'appui de tout l'appareil répressif qu'il a créé pour s'assurer le pouvoir. Face à cela, l'impérialisme bouge ses pions prudemment, exacerbant les contradictions internes et assurant ses arrières pour pouvoir évincer Pinochet sans produire de frictions à l'intérieur des forces armées. De ce fait, l'éviction de Pinochet est assujettie à l'exécution correcte de ces plans; et ceux-ci peuvent être retardés, si cela fait le jeu de l'impérialisme.

Ce problème, qui occupe aujourd'hui le gouvernement nord-américain et ses valets nationaux, a déjà été dûment analysé par la Résistance et le peuple chiliens, et les conclusions tirées sont très claires. Il s'agit uniquement des manœuvres de l'impérialisme et de ses laquais pour continuer à opprimer et à piller notre pays.

Ces manœuvres de l'impérialisme et de ses valets, qui sont normales pour la défense de leurs intérêts, ne seraient pas d'une extrême gravité si elles étaient le fait des seuls secteurs réactionnaires, qui traditionnellement ont détenu le pouvoir dans notre pays; ce qui est grave, c'est que les directions de certains partis qui ont participé au gouvernement de l'Unité Populaire, voient dans cette manœuvre "l'alternative" pour le remplacement de la dictature.

Ceci est le résultat de la ligne appliquée par ces fractions pour s'opposer à la junte militaire fasciste, laquelle ligne a été caractérisée par la passivité, en essayant d'écartier le peuple de la lutte radicale, attendant les tractations entre les réactionnaires et les militaires pour se faufiler dans le courant qui, selon eux, "ouvrira la porte à la démocratie": c'est-à-dire accepter les règles du jeu bourgeois, en oubliant l'expérience sanglante de l'échec de la "voie pacifique", et en faisant table rase des souffrances du peuple chilien sous le fascisme.

Face à cela, le Front du Peuple du Chili qui depuis sa création a impulsé toutes les luttes de la Résistance, lève aujourd'hui, avec plus de force encore, la seule alternative dont dispose le peuple chilien pour barrer la route à la dictature, à savoir l'unité de tous les patriotes qui sont disposés à lutter résolument et par tous les moyens contre la tyrannie.

La tactique des tergiversations et de l'espoir placé dans les réactionnaires ne conduira ceux qui les préconisent qu'à de nouvelles défaites. Le peuple chilien, désireux de lutter contre ses oppresseurs, poursuivra courageusement le chemin qui le conduira à la victoire, en renforçant plus chaque jour ses organisations clandestines et en luttant comme un seul homme dans la Résistance.

# APPUYONS MATERIELLEMENT

## LA RESISTANCE !

A côté des diverses tâches de solidarité internationale, comme l'isolement de la dictature, la condamnation de ses crimes, le soutien moral à la lutte de Résistance, nous devons considérer avec sérieux le problème de l'appui matériel à la lutte qui se mène au Chili.

Nous avons insisté sur ce point dans les derniers numéros de ANCHA. En effet, nous avons été sollicités depuis le Chili, par le FRONT DU PEUPLE qui nous a demandé d'impulser une campagne pour appuyer économiquement les diverses tâches qu'implique le travail dans la clandestinité.

Nous devons envoyer de l'argent pour, notamment: aider les camarades poursuivis par la police qui doivent travailler dans l'illégalité; aider les prisonniers politiques et leurs familles; le développement de la presse clandestine, et pour les différents travaux des comités de Résistance.

Pour ce qui est des finances, les camarades au Chili appliquent la politique de "compter sur ses propres forces" mais la situation étant là-bas très difficile, il est nécessaire d'accroître nos efforts pour les aider dans ce domaine.

Tout l'argent réuni est envoyé au Chili et là, le Front du Peuple en accuse directement réception aux personnes qui l'ont envoyé.

REPONDONS A L'APPEL DE LA RESISTANCE CHILIENNE !

Envoyons le soutien par virement postal ou chèque barré à l'ordre de BERNARD GUERRIEN, à l'adresse suivante :

ANCH  
B.P. 59  
75623 - PARIS Cedex 13  
FRANCE

### ABONNEZ VOUS A « ANCHA »

EUROPE

1 An 30 francs (de soutien 50 francs)

AUTRES PAYS 50 Francs (de soutien 80 francs)



Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

Envoyer chèque à l'ordre de BERNARD GUERRIEN a.

A.N.C.H.A B.P. 59 PARIS 75623 CEDEX 13, FRANCE

# PARTI SOCIALISTE



Le journal "REVOLUTION", publié au Chili par la Coordination Nationale des Régions du Parti Socialiste, dans son numéro spécial pour la célébration du premier anniversaire de sa parution, a publié un article intitulé "LE REFORMISME PROPOSE UNE FAUSSE ALTERNATIVE" dont nous publions les extraits suivants:

La réponse à la question: comment va la Junte et qui va la fiche en l'air? reste du domaine de l'opportunisme conjoncturel ou de celui d'une bizarre négociation dans la superstructure. On parle d'une solution Union Populaire-Social-Démocratie-Démocratie Chrétienne-Carter dont l'objectif est uniquement d'essayer d'entraîner les travailleurs à la collaboration de classe. Ce qu'on nous propose, c'est de restaurer les règles institutionnelles bourgeoises en consolidant les liens de dépendance vis à vis de l'impérialisme. On nous dit que cela correspondrait à une étape nécessaire de libération politique, et plus encore, une étape qui doit être consolidée.

Il ne s'agit pas ici d'astucieuses alliances tactiques mais de placer le mouvement ouvrier sous direction bourgeoise. C'est de la collaboration de classes.

Dans des conversations menées à l'étranger, le réformisme a offert à la Démocratie Chrétienne et à un éventuel filleul de Carter, 5 ans de "paix sociale", afin de lui permettre de restaurer le respect des institutions bourgeoises. En échange, ceux-ci demandent seulement des garanties minimum pour pouvoir se présenter aux élections et aussi en ce qui concerne les partis clandestins.

Leur tactique de confusion et de démobilisation des masses ne doit pas nous étonner; elle est la conséquence de leur tentative pour négocier au sommet, sur le dos du peuple.

Nous pensons que la solidarité des peuples du monde et l'isolement international de la Junte jouent un rôle important pour son affaiblissement et éventuellement son échec, mais ils n'ont pas le rôle principal. Le destin du Chili se joue au Chili, et la dictature sera abattue par le peuple chilien.

Nous pourrions mener des actions communes, dans le cadre d'alliances tactiques, avec certains ennemis du fascisme qui, du fait de leur appartenance de classe, ne participent pas au Front. Et elles seront tactiques chaque fois qu'elles assureront la conduite de ces actions à la classe ouvrière, préservant ainsi son indépendance de classe.

Nous n'allons pas hypothéquer la force du mouvement ouvrier et populaire et le mettre au service d'intérêts étrangers. Au Chili, nous connaissons déjà la collaboration de classes et ses conséquences.

Les protagonistes de la révolution seront les masses organisées conduites par leur avant-garde et non les négociations sournoises menées en cachette.

Notre tactique est la lutte des masses et nous devons dénoncer l'action confusionniste et démobilisatrice partout où elle se manifeste.



# entrevue avec j. palacios.

Jorge Palacios, né le 3 novembre 1926 à Valparaiso, Chili, professeur de philosophie, ex-directeur du Département de Philosophie à l'Université du Chili et journaliste, vient de publier en français le premier volume d'un vaste livre sur l'expérience du gouvernement Allende intitulé : "Chili : une tentative de compromis historique". En raison de l'intérêt de cet ouvrage, sans aucun doute l'analyse la plus complète et polémique dudit gouvernement, ANCHA a demandé une entrevue à l'auteur actuellement réfugié en France.



ANCHA

Pour quelles raisons avez-vous dû vous exiler depuis le coup d'Etat ?

J.P.

Notre organisation, le Parti Communiste Révolutionnaire, avait des désaccords avec la directive de l'Unité Populaire, particulièrement avec les dirigeants du vieux "PC", d'un point de vue de gauche authentiquement marxiste. Nous n'acceptons pas son opinion que les Forces Armées étaient "démocratiques", "constitutionnalistes", et simplement "professionnelles". Nous étions certains qu'elles préparaient activement un coup d'Etat. Nous nous opposons, de plus, au respect aveugle du gouvernement pour les lois et institutions faites par les réactionnaires pour servir leurs intérêts et perpétuer leur pouvoir, institutions et lois que ceux-ci en outre violaient à chaque pas dans leurs tentatives pour renverser le gouvernement. Nous étions partisans qu'on facilite l'armement du peuple pour affronter les putschistes et pour qu'on ouvre la voie à une réelle conquête du pouvoir. Il est naturel pour autant que les fascistes et les réactionnaires nous haïssent encore plus qu'ils ne haïssaient les membres de l'Unité Populaire. Pour cela, je fus appelé immédiatement après le putsch sur l'une des deux seules listes diffusées par la Junte fasciste, avec l'ordre de me présenter sous 48 heures devant les tribunaux militaires. Comme il était problématique de me cacher, étant donné que j'étais apparu dans un programme de Télévision que regardaient plus d'un million de personnes chaque semaine, et que mon activité serait plus utile à l'extérieur, la direction du PCR me donna l'ordre de m'exiler.

Les dirigeants du "PC" ont fait toute une campagne contre vous, pour avoir participé à ce programme de télévision que vous mentionnez, qui s'appelait "Maintenant on improvise". Pourquoi avez-vous pris part à ce programme au moment où l'Unité Populaire s'en était retirée ?

J.P.

Ces attaques montrent seulement la toute puissance à laquelle sont habitués ces dirigeants. Eux trouvèrent légitime de polémiquer dans ce programme avec les représentants de la droite pendant les 3 années du gouvernement d' Allende . Ils se retirèrent seulement dans les trois ou quatre derniers mois dudit gouvernement. Quand eux participaient, il était "légitime" de le faire, quand eux décidèrent de se retirer à cause de leur incapacité à défendre leurs points de vue, ils prétendirent que c'était "illégitime" et "défendu" d'y participer. En même temps, toutes les positions de notre Parti étaient systématiquement passées sous silence, tant dans la presse de droite que dans la presse de la gauche traditionnelle. Ils en arrivèrent même à nous interdire d'utiliser notre nom et à voler ouvertement nos bulletins de vote aux élections à la CUT et à la FECH pour ne pas reconnaître qu'il existait un authentique parti communiste. Voyant cela notre Parti décida de profiter de la tribune qu'offrait le dit programme. Nous ne sommes pas allés à ce programme pour représenter les intérêts de l'Unité Populaire ni ceux du gouvernement, sinon les intérêts du peuple. Il est naturel que les dirigeants de l'UP et certains de leurs membres, accoutumés à ce que leurs représentants au programme défendent inconditionnellement tous leurs agissements, se soient sentis au moins frustrés par notre participation. Nous, nous insistons, nous ne sommes pas allés là pour défendre le gouvernement de toutes les accusations que lui faisait l'opposition. Nous sommes allés alerter le peuple contre le coup d'Etat qui se préparait ; attaquer avec fermeté les forces armées réactionnaires qui préparaient activement le coup d'Etat au lieu de les couvrir d'éloges comme faisaient les représentants de l'UP et du gouvernement ; nous sommes allés nous opposer à la Loi de Contrôle des Armes, approuvée à l'unanimité par les forces du gouvernement et de l'opposition, avec laquelle se préparait activement le coup d'Etat ; nous sommes allés impulser les luttes populaires, que le gouvernement s'efforçait de freiner, pour "ne pas donner de prétexte aux putschistes" (comme s'ils en avaient besoin !) ; nous sommes allés manifester notre programme et notre stratégie révolutionnaires, comme alternative au programme et à la stratégie réformistes de l'UP et du gouvernement. Nous y avons attaqué

sans ménagement les réactionnaires qui y participèrent, Frei, Bulnes, Onofre Jarpa, les dirigeants des camionneurs, les chefs des Forces Armées, etc..., sans les limitations hypocrites et légalistes qui empêchaient les porte-paroles du gouvernement de parler clairement. En même temps, nous lançons des appels à l'unité des forces désireuses de combattre résolument les fascistes, au lieu de supplier Frei de sauver le gouvernement, en acceptant sa reddition inconditionnelle et l'annulation des réformes réalisées, comme le faisaient les dirigeants du "PC" et ceux qui les suivaient. Malheureusement notre participation à ce programme fut trop brève pour divulguer largement nos points de vue.

ANCHA

Quelles sont les raisons pour lesquelles vous avez décidé d'ajouter un nouveau livre aux nombreux qui sont sortis sur les événements du Chili?

J.P.

Je l'ai fait, en premier lieu, parce que, si le rôle criminel qu'ont joué l'opposition de droite et l'impérialisme nord-américain dans la campagne pour renverser le gouvernement d'Allende et imposer le fascisme contre le peuple chilien, ont bien été dénoncés, cela a été fait de façon peu systématique et incomplète. J'analyse dans le livre cette offensive en détails et dans tous ses aspects. En second lieu, j'ai écrit ce livre parce que je considère que les interprétations des événements, -même les plus autocritiques-, restent à mi-chemin, quand elles ne sont pas franchement destinées à cacher la responsabilité de ceux qui commandèrent l'Unité Populaire et son gouvernement dans leur échec. En particulier, je dénonce la politique réactionnaire (et je dis bien réactionnaire et non simplement opportuniste ou erronée), à laquelle la direction du "PC" pro-soviétique entraîna l'UP et le gouvernement d'Allende. La dite politique a été décisive dans la venue du fascisme dont souffre aujourd'hui notre peuple. Ces dirigeants prétendaient implanter au Chili un nouveau système d'exploitation, un capitalisme d'Etat, semblable à celui qui, par la dégénérescence du socialisme, s'est imposé en URSS et dans les pays affiliés au Pacte de Varsovie. Ce projet politique, de changer un système d'exploitation par un autre, déguisé en socialisme, les oblige -avant tout et surtout- à s'opposer à toute mobilisation révolutionnaire du peuple; il les obligeait à défendre les lois et institutions de l'Etat bourgeois (parmi elles les Forces Armées) contre le peuple; il les obligeait à maintenir le mouvement populaire dans le cadre de leur comédie de "voie pacifique", pendant que les fascistes s'armaient jusqu'aux dents et préparaient avec les F.A. le coup d'Etat; il les obligea enfin à saboter toute résistance aux putschistes, à favoriser la capitulation devant eux à travers leur honteuse consigne: "non à la guerre civile".

Ce projet politique réactionnaire, devait, en outre, se réaliser - dans les cadres de la stratégie que leur dictait le social-impérialisme russe pour l'Amérique Latine, région où il ne désirait pas défier ouvertement l'impérialisme nord-américain - de façon indirecte et graduelle, passant par le "compromis historique" avec les forces populistes pro-yankee dirigées par Frei. De fait, ils profitèrent systématiquement de toute l'offensive de l'opposition réactionnaire, destinée à renverser le gouvernement d'Allende, pour faire pression sur le gouvernement et ses alliés pour qu'ils acceptent le "compromis historique", en s'opposant à toute mobilisation populaire destinée

à l'écraser. Ils craignaient plus le peuple et la possibilité que celui-ci conquière le pouvoir, que le fascisme. Pour cela, quand leur "compromis historique" échoua, et que se produisit le coup d'Etat, ils se consacrèrent entièrement à empêcher toute résistance aux fascistes et ils ont continué depuis l'exil, en faisant des pressions pour le fameux compromis. Il était nécessaire que quelqu'un dénonce tout ceci, car les critiques de l'ex-UP ne reconnaissent, au maximum qu'une conduite "erronée" et "réformiste" comme cause de l'échec.

NCHA

Ne pensez-vous pas qu'ouvrir une polémique sur ces problèmes à l'

heure actuelle pourrait porter préjudice à l'unité anti-fasciste ?

P.

Une authentique unité anti-fasciste peut seulement s'obtenir en se liant à ceux qui sont résolus à combattre pour le renversement de la Junte militaire et à détruire tout son appareil répressif. On ne peut construire une unité ANTI-FASCISTE -comme le prétendent les dirigeants du "PC"- en attribuant la responsabilité de ce qui est arrivé à un tout petit groupe de chefs militaires ; en s'alliant avec des instigateurs du coup d'Etat comme Frei ; en cherchant l'aval de l'impérialisme américain qui joua un rôle décisif dans sa préparation et son exécution, et en préservant les instruments répressifs utilisés par la dictature. Cela, c'est seulement aux fascistes, discrédités et isolés nationalement et internationalement, la possibilité de continuer à gouverner avec un autre masque, et de se préparer à recommencer à réprimer le peuple quand ils le désirent. Cela n'est rien d'autre que d'accomplir les instructions du social-impérialisme, d'obtenir un "compromis historique" avec les forces pro-yankee, au prix d'une exploitation conjointe de notre peuple par les deux superpuissances.

Objectivement, les faux communistes, pour ouvrir la voie à la ligne exigée par les soviétiques et imposer le "compromis historique", sabotent ouvertement toute résistance contre la dictature ; ils divisent les partis de l'ex-UP, pour neutraliser leurs bases qui s'opposent à cette honteuse transaction ; ils cachent les luttes du peuple pour n'exhiber que les horreurs de la répression et pousser ainsi à la conclusion qu'il est impossible d'abattre la junte, et qu'il est nécessaire de composer avec elle par l'intermédiaire de fascistes du civil, comme Frei. De son côté, ce dernier continue à maintenir son ascendant sur de vastes secteurs populaires, et combat l'unité pour abattre le fascisme, en leur faisant croire que les régimes d'oppression et d'exploitation qui existent en URSS et dans les pays qui lui sont soumis, sont le "socialisme". L'unité de notre peuple pour abattre le fascisme, pour la conquête du pouvoir et pour un socialisme authentique passe, donc, par la création d'un large mouvement unitaire indépendant des agents des deux superpuissances.

Pour forger cette unité, il est nécessaire de débattre de ces problèmes, de démasquer ceux qui divisent notre peuple pour maintenir l'exploitation et servir l'une ou l'autre des super-puissances, facilitant de cette façon la survivance du fascisme. Le débat et la lutte même démontreraient que les intérêts du peuple ne peuvent être au service de ceux qui veulent perpétuer la domination de l'impérialisme yankee et des réactionnaires internes sur lesquels celui-ci s'appuie, ni au service de ceux qui convoitent d'occuper la place de ces exploitateurs et de faciliter la pénétration au Chili du social-impérialisme russe ou la domination conjointe des deux superpuissances.

B

# nouvelles

## NOUVELLES ARRESTATIONS ET CONSEILS DE GUERRE =====

La presse contrôlée par les militaires fascistes a fait connaître récemment une série d'arrestations perpétrées dans le pays. Un des cas révélés est celui de 8 personnes qui ont été arrêtées dans la ville d'Arica et qui seront jugées par un conseil de guerre.

Ces militants anti-fascistes ont été arrêtés par la DINA au mois de mai dernier et depuis lors, ils ont été gardés au secret dans une des nombreuses prisons secrètes dont disposent les fascistes.

Le motif de l'arrestation de ces patriotes est la diffusion de pamphlets contenant, selon les fascistes, des attaques injurieuses contre le régime. Jusqu'à aujourd'hui, les autorités fascistes n'ont pas fait connaître les noms de ces camarades, afin d'éviter que leur famille puisse faire des démarches en leur faveur.

Ce type d'arrestations s'est produit dans d'autres villes où l'on ignore le sort des prisonniers. Comme on peut voir, les méthodes du fascisme n'ont en rien changé, et les sbires de Pinochet continuent à agir en toute impunité. Cela montre aussi que la Junte militaire fasciste, malgré toutes les condamnations, continue à violer systématiquement les Droits de l'Homme en maintenant les prisonniers sans communication depuis plus de 3 mois et les soumettant à toutes sortes de tortures.

## GREVE DES BRAS CROISES A "PROMAR" =====

Le lundi 1er août dernier, les ouvriers de l'industrie de transformation des produits de pêche en mer, de Vina del Mar, ont réalisé une grève les bras croisés, pour protester contre le non paiement de leurs salaires. Les ouvriers, en majorité des femmes, ont, dans la lutte, exigé le paiement immédiat de leurs rémunérations qui n'ont pas été versées depuis le mois de juin.

L'Etat est intervenu car les propriétaires se sont déclarés en faillite. Le gouvernement fasciste a alors nommé comme médiateur le vice-amiral Jorge Paredes, qui en prenant son poste a interdit la sortie des bateaux avec lesquels l'entreprise compte, ce qui a aggravé la production.

Mais la présence des fascistes dans l'entreprise n'a pas intimidé les ouvriers en grève les bras croisés. Face à cela, le médiateur a appelé les forces de police qui ont arrêté tous les ouvriers, accusés de porter atteinte à la Loi de Sécurité Intérieure de l'Etat et présentés devant la tribunal naval pour y être jugés.

Cette lutte, ajoutée à celles qui journallement se mènent dans notre pays, montre clairement le développement de la combativité du peuple chilien, qui voit dans la lutte l'unique chemin pour en finir avec l'exploitation et la tyrannie fasciste.

# nouvelles

## UNE ACTION DE RESISTANCE A OBLIGE LES MILITAIRES FASCISTES A VIDER LES TRIBUNAUX DE JUSTICE DE CONCEPCION.

Le 26 juillet, un appel téléphonique a produit la panique aux tribunaux de justice de Concepción. L'appel en question était le fait d'un membre d'un Comité de Résistance, qui annonçait qu'une bombe à retardement avait été déposée dans les dits tribunaux.

Apprenant que la bombe en question exploserait à midi, les forces de répression se sont présentées sur les lieux et ont procédé à l'évacuation de l'édifice sans trouver de bombe.

Des actions comme celle-là maintiennent constamment les fascistes en alerte. C'est une forme de plus de Résistance pour démontrer sa haine de la Junte militaire fasciste.

## PINOCHET CHANGE LA "DINA" DE NOM.

A la mi-août, Pinochet a déclaré qu'il avait décidé de dissoudre la DINA. Cette "décision" du tyran n'est rien de plus qu'une manoeuvre grossière, destinée à essayer d'améliorer son image internationale détériorée et à satisfaire ses patrons nord-américains, qui, maintenant, se posent en défenseurs des Droits de l'Homme.

Pinochet a dit que la DINA "avait déjà rempli son rôle" et que par conséquent elle n'avait plus de raison d'être. Mais il a tout de suite ajouté que "les effectifs de la DINA seront transférés au Centre National de Renseignements", c'est-à-dire que puisque le mot DINA est synonyme de torture et de mort, le tyran n'a rien trouvé de mieux que de la "rebaptiser".

Et la DINA poursuivra son sinistre travail et les militaires fascistes croieront qu'avec le changement de nom de leurs sbires, ils arriveront à tromper le peuple chilien et l'opinion publique mondiale.

## EMPLOYES DE BANQUE AU CHOMAGE.

Les employés de la Banque Osorno et l'Union sont confrontés à de graves problèmes dus au licenciement répété d'employés par le gérant.

L'effectif en employés de cette banque atteignait au début de l'année le nombre de 1140 fonctionnaires; il compte aujourd'hui 1030. Seulement en juillet, 20 d'entre eux ont été jetés au chômage. La direction de la banque dit qu'elle passe par une période de crise et qu'à cause de cela, elle s'est trouvée devant la nécessité de fermer ses succursales en province ce qui a entraîné des licenciements.

Le président du Syndicat des Employés, German Bahamondes, a déclaré que le nombre total des licenciements prévus par l'entreprise atteindrait 300.

Cela démontre que la crise économique dans notre pays ne touche pas seulement les secteurs les plus opprimés et exploités, mais aussi qu'elle touche chaque fois plus les autres couches de travailleurs. Il doit s'agir de "déploiement économique" dont parle Pinochet.

# nouvelles

## COURAGEUSE ACTION DE FEMMES CHILIENNES

Pendant le voyage qu'a fait au Chili, le 12 août, le secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis chargé des affaires interaméricaines, Terence A. Todman, il a visité les Tribunaux de "Justice", mais en y arrivant, il a été intercepté par un nombreux groupe de femmes qui commencèrent à crier : OU SONT LES "DISPARUS" ? NOUS VOULONS LA LIBERTE POUR LES DETENUS. En outre, ces femmes sortirent de leurs sacs deux affiches de tissu sur lesquels on lisait : "LIBERTE POUR LES DETENUS" OU SONT NOS PARENTS ? tout en montrant des photographies de leurs parents détenus ou "disparus". Les forces répressives se lançèrent immédiatement contre les femmes, arrêtant trois d'entre elles.

Ce nouvel acte héroïque des femmes chiliennes se joint aux importantes luttes des femmes contre la dictature, comme l'ont été, pour ne rappeler que les dernières, la manifestation du 8 mars et la récente grève de la faim dans les locaux de l'UNESCO à Santiago.

## "DE-NATIONALISATIONS"

La dictature fasciste continue à livrer au capital privé les quelques entreprises qui restaient encore aux mains de l'Etat. L'Entreprise Nationale des Mines (ENAMI) a mis en vente au mois d'août l'établissement de cuivre "Cabildo" qui a la capacité de traiter 35 mille tonnes mensuelles de cuivre, et trois autres entreprises. ENAMI annonça également que pendant le mois de septembre elle vendrait également 7 autres entreprises et qu'avant le 31 décembre de l'année présente elle terminerait le plan qu'elle s'est proposé pour faire passer les entreprises qui lui restent au secteur privé.

D'autre part, au début d'août, l'entreprise d'Etat CHILE FILM, fondée dans les années 40 a été transférée au capital privé, et été acquise par la Radio Nationale.

## DESERTION SCOLAIRE

A la fin de l'émission "L'enfance objectif du développement", réalisée au début d'août, le docteur Hernan Montenegro a soutenu qu'au Chili il existe une énorme proportion de désertion scolaire, indiquant que 53% des enfants abandonnent les écoles publiques avant d'arriver à la 7<sup>e</sup> année de l'enseignement de base. Ceci est un résultat évident de la politique de misère de la dictature fasciste contre le peuple chilien.

## RETRAIT DEFINITIF DU CHILI DU "PACTE ANDIN"

En raison de sa politique de totale soumission au capital étranger, la dictature chilienne décida de se retirer du "Pacte Andin". Cette décision, prise en Octobre 1976, a été formalisée le 12 août, laissant le Chili définitivement en dehors de ce "Pacte".

# AUTRE CONDAMNATION DE LA DICTATURE

A Gand, en Belgique, à l'occasion du VII<sup>e</sup> Congrès Mondial des Sciences de l'Education se sont réunis des spécialistes du cône sud d'Amérique Latine (Argentine, Chili et Uruguay) autour d'une table ronde où ont participé des membres du Front du Peuple pour discuter des problèmes spécifiques de leur pays. Les délégations d'Amérique Latine établirent que les gouvernements fascistes ont provoqué une régression dans le domaine de l'éducation et de la culture, ce qui se traduit par : réduction des budgets, diminution de la scolarité à tout niveau, implantation sans limite de l'idéologie du gouvernement, centrée sur la conception de la sécurité nationale, réduction de matières d'études, etc...

L'Assemblée à l'unanimité a constaté :

- I - Que l'Education, la Culture et la Science souffrent un grave recul dans ces pays.
- II- Que cette régression apparaît indissolublement liée à des formes de gouvernement totalitaires, dans le cadre de la violation systématique des droits humains et des libertés démocratiques.
- III- Que ces violations des droits humains dans le domaine spécifique de l'éducation, de la culture et des sciences s'expriment par la répression de l'enseignement à tous les niveaux, de toutes les manifestations culturelles et de l'activité scientifique, les cas étant très nombreux d'enseignants, artistes et chercheurs qui ont été assassinés, séquestrés, disparus, emprisonnés, démis de leurs charges, ou qui se sont vus contraints d'émigrer.
- IV- Que cette atteinte aux droits humains s'exprime dans le contenu de l'enseignement où sont exaltées des idéologies totalitaires de type fasciste.
- V - Qu'on remarque une augmentation alarmante de l'analphabétisme et de la désertion scolaire.

Les participants à cette table ronde prennent les résolutions suivantes :

Ils exigent : la libération de tous les éducateurs et étudiants qui se trouvent détenus pour des raisons idéologiques ou pour l'exercice de leur activité ; l'arrêt immédiat de l'activité répressive à l'intérieur des établissements d'éducation ; l'annulation de toutes les lois qui répriment la liberté académique et l'activité professionnelle des éducateurs.

Ils demandent : aux gouvernements de ces pays, des informations sur le sort des éducateurs séquestrés ou disparus ; la possibilité de s'exiler pour les éducateurs qui sont prisonniers dans ces pays ; que soient prises les mesures nécessaires pour réduire l'analphabétisme et la désertion scolaire.

Ils dénoncent : Les contenus de l'enseignement qui bafouent les principes élémentaires de respect à la personne humaine et se basent sur le mépris de la personne, incitant à la délation et substituant la notion d'Autorité à celle de Justice.

Ils s'engagent : A diffuser cette résolution, à impulser des activités d'organisations gouvernementales, éducatives, syndicales, de leurs pays respectifs, afin d'aider à l'obtention de ces objectifs ; d'envoyer une copie de cette motion à la commission des Droits de l'Homme de l'OEA, l'ONU, l'UNESCO, et aux gouvernements responsables de ces faits ; créer une Commission qui, avec les spécialistes qui ont exposé leurs travaux à cette table ronde, aient pour objectif d'impulser et de veiller à l'accomplissement de cette motion.

# solidarité internationale

## E S P A G N E

----- Après être resté un mois pour réparations aux chantiers navals de la marine espagnole, le navire école "Esmeralda" de la flotte chilienne a continué son voyage en direction de l'Amérique du Sud. Ce navire, qui avec le "Lebu" a été utilisé comme prison et lieu de tortures dans les premiers jours du coup d'Etat, a été violemment chassé dans les différents ports qu'il a touchés, spécialement en Turquie et en Espagne. Sur la route du retour, après des réparations, il est arrivé à Puerto de la Luz, à Las Palmas, où il a été reçu avec de grandes manifestations de mécontentement, de la part de la population, exprimant ainsi sa haine du fascisme et sa solidarité avec la lutte du peuple chilien.

## N O R V E G E

----- Le Comité-Chili a engagé une campagne pour faire expulser de Norvège l'ambassadeur de la dictature chilienne, celui-ci ayant été découvert il y a quelques mois en Angleterre, travaillant avec la DINA pour ficher les réfugiés chiliens et montant des provocations contre eux. Au mois de septembre, le Comité-Chili organisera une grande diffusion de son organe "FOR CHILE" et réalisera plus de 15 manifestations à travers le pays en solidarité avec la lutte du peuple chilien. Le Front du Peuple, aux côtés des partis antifascistes chiliens, participera à ces manifestations.

## I T A L I E

----- Des délégations de camarades latinoaméricains de la OSLAI, iraniens de la CISNU, et un camarade du Front du Peuple du Chili ont réalisé une importante tournée dans plusieurs villes et villages de Sardaigne. Cette initiative revient à l'Union de la Jeunesse Communiste d'Italie (MJ), dans le cadre du Festival de la "Jeunesse Communiste", journal de cette organisation.

La tournée s'est réalisée du 23 juillet au 1er août et a concerné les villes suivantes: Guspini, Villacidro, Cagliari, Orroli, Portoscuso, Carbonia, Orgosole et Teulada, où se sont tenus des meetings et des rencontres avec la population. De plus, les délégations ont été interviewées par "Radio 24 Heures" et par le journal "Lutte quotidienne".

Le Front du Peuple a pu vérifier une fois de plus l'appui dont il jouit parmi les antifascistes italiens. Dans toutes les manifestations, notre camarade a été reçu par le mot-d'ordre "LE PEUPLE ARME JAMAIS NE SERA ECRASE", et des innombrables démonstrations de solidarité ont salué la Résistance Chilienne et le Front du Peuple.

## F R A N C E

----- Du 15 au 21 août se sont tenues au Larzac, organisées par le Comité Unitaire de Solidarité avec les Peuples d'Espagne (CUSPE), des journées de soutien à la lutte contre la Monarchie et pour la République, avec la présence de milliers d'antifascistes. Le Front du Peuple du Chili était présent au cours de ces journées et est intervenu le 21 août dans le meeting internationaliste où il a reçu un solide appui de la part de tous les présents.

## PAGE LATINO-AMERICAINE

### URUGUAY

=====  
Le 12 juillet passé, les forces répressives d'Uruguay et d'Argentine, agissant de façon coordonnée, ont arrêté l'antifasciste uruguayen Jesus Suarez et sa famille, dans la ville de Concordia, en Argentine, où il se trouve en qualité de réfugié politique. Son frère Luis Suarez a été arrêté le même jour dans la ville de Salto, en face de Concordia, en territoire uruguayen. Les polices uruguayenne et argentine se sont refusées à tout type d'information sur le sort des détenus, ce qui fait craindre sérieusement pour leur vie. La section uruguayenne du Comité de Solidarité avec la Lutte des Peuples Latino-américains (COSOLPLA) a diffusé un communiqué dans lequel il dénonce ces faits et appelle à organiser une grande campagne pour obtenir la libération de Jesus Suarez et de sa famille et suggère d'entreprendre des démarches auprès des organisations internationales et d'envoyer des lettres et télégrammes à :

Mr. Le Ministre de l'Intérieur  
Gral Albano Harguindeguy  
Ministère de l'Intérieur  
REPUBLIQUE D'ARGENTINE

D'autre part, le 17 septembre, cela fera deux ans que Mario Echenique, Secrétaire Politique du Parti Communiste Révolutionnaire d'Uruguay, a été arrêté en Argentine. Il devient chaque jour plus urgent d'amplifier la campagne pour obtenir sa libération immédiate.

# LIBERTE

POUR

# MARIO

# ECHENIQUE

### GUATEMALA

=====  
L' Association des Etudiants de l'Université San Carlos a publié une lettre ouverte au Secrétaire Général des Nations Unies, dans laquelle elle dénonce la répression terroriste qui en un peu plus de 10 ans a assassiné ou "fait disparaître" plus de 30.000 guatémaltèques. La lettre dénonce aussi le fait qu'il est devenu habituel de voir apparaître des cadavres, avec des marques évidentes de tortures, au bord des chemins, fossés, rivières, etc., et que seulement au cours des deux dernières semaines ont été rapportés plus de 15 cas, paysans et ouvriers agricoles, dans différents coins du pays; s'ajoutent à cela les dégradantes conditions de misère, de faim, d'insalubrité, d'ignorance, les bas salaires, le chômage, etc... La lettre ajoute que le peuple guatémaltèque ne se laissera pas soumettre, et qu'il lutte avec tenacité pour ses droits et loin d'être à genoux, comme le souhaitent ses ennemis, il se dresse uni et solidaire.

### VENEZUELA

=====  
Le journal "QUE HACER" a publié, au mois d'août, un article où il analyse la situation dans le mouvement étudiant vénézuélien et le développement des activités des Comité de Lutte Populaires (CLP) qui ont participé de façon combative à toutes les luttes importantes dans le secteur étudiant, en même temps qu'ils se sont efforcés de lier ces luttes à celles de la classe ouvrière et du peuple en général. Dans l'article on annonce aussi la réalisation du Deuxième Plénum Etudiant des CLP.